

ENSEIGNEMENTS DE LA REUNION THEMATIQUE N°5 LE PROJET AQUA DOMITIA RÉPOND-IL AUX BESOINS AGRICILES ? L'AGRICULTURE PEUT-ELLE S'ADAPTER AU MANQUE D'EAU ? FAUT-IL IRRIGUER LA VIGNE LANGUEDOCIENNE ?

Jeudi 3 novembre 2011 à Capestang

L'IRRIGATION AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS AGRICOLES : AQUA DOMITIA GÉNÉRALEMENT ATTENDU, MAIS LA VIGILANCE DES AGRICULTEURS S'EXPRIME SUR CERTAINS POINTS

Fortement mobilisé dans ce débat public, le monde agricole considère l'irrigation comme un enjeu majeur, ce qui n'équivaut cependant pas à une adhésion sans conditions au projet. Des préoccupations générales se sont exprimées quant au devenir de l'agriculture en Languedoc-Roussillon, dont des participants rappellent qu'elle est, avec le tourisme, l'un des piliers de la vie économique de la région (le chiffre de 61 000 emplois est cité). Le Conseil régional alloue un budget de 41 M€ à l'agriculture, sa politique se déclinant en 4 axes : favoriser le renouvellement des générations d'agriculteurs, soutenir le développement et la compétitivité des filières régionales, aménager durablement les espaces agricoles et ruraux et promouvoir les produits et terroirs régionaux. L'État, par le biais de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, prépare également un plan régional pour l'agriculture durable, visant la compétitivité, la préservation des terres agricoles, la qualité, l'innovation et l'accès à l'eau.

Pour les acteurs institutionnels comme pour la plupart des participants agriculteurs, la question de l'eau s'annonce de plus en plus cruciale, alors que le changement climatique ne fait plus guère de doute : malgré des remises en question isolées, la quasi-totalité des participants s'attend à une aridité croissante de la région, et surtout à une grande variabilité du climat d'une année sur l'autre.

De l'avis général, Aqua Domitia n'apporterait qu'une réponse partielle à ce problème, en ne desservant qu'au maximum 10 % de la surface agricole utile régionale irriguée. Une hypothèse basse de desserte (7000 ha) a été retenue par BRL qui précise, comme dans les autres réunions, qu'Aqua Domitia n'a pas vocation à couvrir l'ensemble des besoins en eau de la région.

Ces considérations amènent de nombreux participants à exprimer trois points sur lesquels leur vigilance sera particulièrement aiguisée. En premier lieu, les territoires non desservis par Aqua Domitia ne devront pas être oubliés par la politique de l'eau dans la région. En second lieu, plusieurs agriculteurs craignent que leur activité ne cautionne le projet pour le rendre plus acceptable.

< Enfin, compte tenu du dimensionnement du projet jugé parfois trop réduit, plusieurs agriculteurs s'inquiètent des arbitrages qui seront nécessairement mis en place pour l'affectation de la ressource, en temps normal mais aussi en cas de pénurie d'eau imposant des restrictions, arbitrages susceptibles de générer une distorsion de concurrence entre ceux qui ont accès à l'eau et les autres. > (1).

AUTOUR DES VILLES, DEMANDES DE "SANCTUARISATION" DES TERRES AGRICOLES IRRIGUÉES

La "sanctuarisation" des terres irriguées est une attente largement répandue. Pour la plupart des participants agriculteurs, ces terres doivent être durablement affectées à l'agriculture : des dispositions doivent être prises pour les protéger de l'urbanisation. Certains intervenants soulignent qu'en 30 ans, la région a perdu 20 000 hectares de surfaces irriguées au profit de l'urbanisation. La création de zones agricoles protégées est évoquée, certains intervenants rappelant par ailleurs la responsabilité des maires en matière d'aménagement du territoire.

Sans se restreindre aux zones péri-urbaines, plusieurs participants insistent sur l'enjeu de la préservation des terres agricoles : façonnant le paysage languedocien, l'agriculture serait ainsi un facteur essentiel d'attractivité touristique ; d'autres soulignent l'apport de l'agriculture en matière de sécurité : les terres cultivées, par la vigne notamment, formeraient des coupe-feux particulièrement efficace, à l'inverse des pinèdes colonisant les terres agricoles abandonnées.

IRRIGUER LA VIGNE POUR STABILISER LES RENDEMENTS ET LA QUALITÉ. S'ADAPTER AU MARCHÉ MONDIALISÉ

La vigne est l'un des fondements principaux de l'activité agricole languedocienne (premier vignoble de France en surface, 600 M€ de chiffre d'affaires annuel dont 200 M€ à l'exportation, 80% des surfaces agricoles potentiellement desservies par Aqua Domitia), et son irrigation constitue un important sujet de débat. Celle-ci permettrait de stabiliser la qualité des vins d'une année sur l'autre, pour que la production réponde mieux aux attentes du marché. La régularité et une augmentation des rendements plus rémunérateurs (80 hl/ha serait raisonnable) sont également l'objectif de plusieurs viticulteurs, même si pour cela, l'irrigation doit être associée à d'autres méthodes de culture (taille, traitements...). En effet, des études montrent qu'utilisée seule, sans complément d'autres techniques, l'irrigation ne produit pas d'effet significatif sur les rendements (ni augmentation, ni gain de régularité).

Son effet sur la qualité est en revanche plus nettement marqué.

Il est rappelé que les rendements ont très nettement diminué depuis les années 1980. De l'avis de tous cependant, l'objectif n'est pas de revenir aux rendements élevés pratiqués dans le passé et responsables de la mauvaise image viticole de la région, bien que ce niveau de rendement soit courant chez les viticulteurs concurrents de l'hémisphère Sud.

Si le besoin d'adaptation de la viticulture à un marché mondialisé et très concurrentiel a souvent été souligné, de nombreux intervenants ont rappelé que des types de viticulture divers (en qualité, en volumes produits, en méthodes, en clientèle visée) devaient continuer à coexister en Languedoc- Roussillon. D'autres considèrent que, même irriguée, la vigne languedocienne conserverait un avantage qualitatif sur les vins concurrents, lesquels reçoivent en outre des additifs chimiques.

Certains vigneron, travaillant sur des terres moins "grasses" et moins productives, rappellent que l'irrigation ne pourra pas profiter à tous : il est donc nécessaire de mener en parallèle des études sur les moyens de faire face au manque d'eau (l'apport de bois raméal fragmenté est cité comme exemple).

DIVERSIFICATION, CIRCUITS COURTS ET INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS EN QUESTION

Certaines collectivités développent des projets de "ceinture verte" destinés à favoriser l'activité agricole en périphérie des zones urbanisées. Outre la vocation paysagère de la politique, la réponse à une demande croissante de produits de proximité est une motivation essentielle. En effet, de l'avis de l'ensemble des participants, les circuits courts sont amenés à se développer, compte tenu des attentes du public en matière de qualité et de traçabilité des produits.

Malgré la confiance dans les débouchés futurs de cette agriculture de proximité, l'installation des jeunes agriculteurs reste difficile. Le représentant d'une collectivité a évoqué un projet conçu sur le modèle des pépinières d'entreprises, qui verrait les jeunes agriculteurs se voir confier un terrain et débiter leur activité sous un statut de salarié. Certains participants font néanmoins état de leurs doutes quant à une telle initiative.

Dans une optique de maintien voire de reconquête des surfaces agricoles, la diversification des cultures est souvent citée comme une priorité. Les risques économiques de la mono-activité sont ainsi évoqués. Par ailleurs, l'adaptation des cultures au manque d'eau peut également inciter à développer de nouvelles cultures, plus adaptées (pour peu que leurs débouchés existent).

L'EAU DU RHÔNE POUR L'IRRIGATION AGRICOLE : DES ESPOIRS MAIS AUSSI DES CRAINTES

Enfin, si l'irrigation est souhaitée par de nombreux agriculteurs, tous rappellent que celle-ci doit être menée de manière raisonnée. Concernant la vigne, l'irrigation

< serait ainsi réalisée au goutte-à-goutte > (2),

non en permanence mais seulement pour compenser les périodes de manque d'eau. Comme l'ont souligné des intervenants, les agriculteurs auront besoin d'être formés et accompagnés pour tirer parti des nouvelles technologies d'irrigation, de plus en plus performantes mais aussi sophistiquées (outils de contrôle et de suivi des besoins en eau, dispositifs d'alimentation, ...).

< BRL rappelle par ailleurs que l'apport d'Aqua Domitia ne susciterait pas forcément d'augmentation de la consommation globale d'eau par l'agriculture > (3),

mais qu'il vise à limiter les épisodes de pénurie et le rationnement.

Néanmoins, certains s'inquiètent du coût de l'investissement nécessaire à l'irrigation : les équipements majoreront les coûts de fonctionnement des exploitations sans que la vente des produits et la rentabilité de leur production ne soient garanties. Soulignant la différence entre compétitivité sur les marchés et rentabilité pour l'agriculteur, ces participants craignent le développement d'une viticulture industrielle et productiviste, accroissant les inégalités entre les producteurs de la région.

Le rôle de l'Union européenne est enfin mis en question : son aide est en effet sollicitée pour le financement des réseaux secondaires. Le Conseil régional rapporte la condition émise par l'Union européenne : tout mètre cube apporté du Rhône par Aqua Domitia devra être économisé dans un autre bassin versant. La réponse est attendue pour la fin 2011. Au total, les réseaux secondaires pourraient se trouver financés à 80 % par l'aide publique (UE+Région+départements).

CALENDRIER DE RÉALISATION DES MAILLONS DU PROJET

Concernant moins des questions agricoles que des considérations qui seront abordées lors des réunions territoriales, le calendrier de réalisation des différents maillons a plusieurs fois été évoqué pendant la réunion. Les territoires du Biterrois souhaitent ainsi que la sécurisation de l'approvisionnement par l'eau du Rhône soit effective avant tout accroissement des prélèvements dans l'Orb destiné à alimenter le littoral audois.

120 personnes ont participé à la réunion.

(1)

Complément par BRL et la Région
le 15 décembre 2011 à 10 : 35
Le maître d'ouvrage a répondu que le projet Aqua Domitia est un projet de sécurisation et non de fragilisation. La ressource sera garantie aux utilisateurs. Aucun utilisateur de la concession régionale n'a eu à subir de restriction ces dernières années.

(2)

Précision par BRL et la Région
le 15 décembre 2011 à 10 : 36
Cette pratique est déjà très largement majoritaire sur les vignobles déjà irrigués en Languedoc.

(3)

Précision par BRL et la Région
le 15 décembre 2011 à 12 : 06
cela s'explique par 2 raisons:
1• les pratiques plus économes en eau des agriculteurs
2 • parallèlement, l'optimisation des prélèvements agricoles à l'échelle de la région, en particulier sur les réseaux gravitaires (exemple de l'ASA de Gignac)